

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/381
13 novembre 2002

(02-6273)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Réponses du Guyana aux questions posées par le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres, le Japon, la Suisse et les États-Unis

La Mission permanente du Guyana a fait parvenir au Secrétariat, dans une communication datée du 9 septembre 2002, le texte reproduit ci-dessous, des réponses aux questions posées par le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres, le Japon, la Suisse et les États-Unis, qui avaient été distribuées dans les documents IP/C/W/245, 244, 238, 239 et 240, respectivement.

RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU GUYANA

Introduction

Le Guyana est devenu Membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) le 25 octobre 1994, et a adhéré en même temps à la Convention de Paris sur la protection de la propriété industrielle et à la Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Depuis plusieurs années, le Guyana fait beaucoup d'efforts pour améliorer sa législation relative à la propriété intellectuelle afin de respecter les obligations contractées en vertu de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). En 1999, avec l'assistance technique de l'OMPI, un projet de loi sur le droit d'auteur a été élaboré. Les dispositions de ce projet de loi sont compatibles avec les principaux accords internationaux relatifs au droit d'auteur, notamment la section de l'Accord sur les ADPIC consacrée au droit d'auteur. Tant dans sa terminologie que dans son contenu, le projet de loi concorde avec les législations sur le droit d'auteur mises à jour par plusieurs pays membres du CARICOM.

En 1999, un consultant du Commonwealth a été détaché, à la demande du gouvernement du Guyana, pour apporter une assistance technique en vue de l'élaboration d'un projet de loi sur la propriété industrielle. Mais ce consultant n'a pas achevé sa mission.

La législation actuelle sur la propriété intellectuelle ne prévoit pas la création d'un office de la propriété intellectuelle. Le service du Registre des actes, qui relève de la tutelle administrative du Ministère des affaires juridiques, est directement chargé d'appliquer la législation du Guyana en matière de propriété intellectuelle. C'est l'organisme responsable de l'examen des demandes de brevets ou de licences ainsi que des autres formalités administratives liées à la propriété intellectuelle.

Actuellement, le Guyana s'emploie à moderniser l'infrastructure technique et administrative du Registre des actes.

Le gouvernement du Guyana, avec le financement et le soutien technique du Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement (BID), a lancé en 2000 un projet visant à renforcer le régime des droits de propriété intellectuelle. L'objectif de ce projet est "d'améliorer les procédures légales et administratives afin de sécuriser les transactions portant sur les biens meubles et immeubles et de renforcer la sécurité physique des archives et dossiers ainsi que l'efficacité des systèmes d'enregistrement dans le cadre du Registre des actes".

Le projet a trois volets, à savoir:

Volet 1 – Amélioration du cadre juridique – Il s'agit d'examiner le cadre juridique actuel, en procédant notamment à une analyse des diverses lois pertinentes, à la lumière de la Loi sur le Registre des actes.

Volet 2 – Renforcement institutionnel du Registre des actes – Il s'agit d'activités de soutien visant à renforcer et à améliorer les services fournis par les registres des titres de Georgetown et de New Amsterdam.

Volet 3 – Gestion des projets – Il s'agit essentiellement de mener une enquête initiale, qui servira de référence, auprès des usagers du Registre des actes. Une seconde enquête (*ex post facto*) sera menée 12 mois plus tard, après l'intervention prévue dans le volet 2, afin d'évaluer les progrès réalisés sur le plan quantitatif et qualitatif. Toujours dans le cadre du volet 3 sera prévu un suivi des travaux d'architecture ainsi que l'installation de systèmes utilisant les technologies de l'information.

Coopération avec l'OMPI

Depuis que le Guyana est devenu membre de l'OMPI, un programme de coopération active s'est mis en place dont le pays a bénéficié dans les domaines suivants:

- Le Guyana a reçu plusieurs missions de l'OMPI, missions de consultations ou missions de recherches, comme celles qui ont été envoyées en 1999 dans le domaine des savoirs traditionnels et de la biodiversité.
- Avec l'assistance de l'OMPI, le gouvernement du Guyana a pu organiser des séminaires de sensibilisation du public.
- Le gouvernement du Guyana a participé à plusieurs séminaires sur la propriété intellectuelle organisés par l'OMPI.
- Le Guyana est bénéficiaire du projet WIPONET.
- Le Guyana a reçu une assistance de l'OMPI pour élaborer sa législation, à savoir le projet de loi sur le droit d'auteur de 1999.

Le Guyana se prépare à demander une nouvelle assistance de l'OMPI dans le cadre de la réforme de sa législation relative à la propriété intellectuelle pour la rendre conforme aux obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC.

En attendant, le Guyana bénéficie également d'un projet régional pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'OMC au sein de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), avec

l'assistance technique de la Banque interaméricaine de développement (BID). Ce projet comportera une étude préliminaire de la législation existante du Guyana en matière de propriété intellectuelle et une évaluation du projet de loi de 1999 sur le droit d'auteur. On attend les recommandations qui résulteront de cette étude.

Le projet de loi sur le droit d'auteur de 1999

La législation sur le droit d'auteur qui est actuellement en vigueur au Guyana est essentiellement la Loi de 1956 sur le droit d'auteur du Royaume-Uni.

Le dynamisme de l'évolution technologique observé dans le monde aujourd'hui a élargi l'éventail des œuvres nécessitant une protection du droit d'auteur. Le Guyana a reconnu qu'il importait d'aligner sa législation interne sur les normes internationales en vigueur et d'assurer le respect des nombreux accords et conventions internationaux dont il était signataire, ce qui l'a amené à rédiger le **projet de loi sur le droit d'auteur de 1999**. Ce projet de loi est dans l'ensemble conforme à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) de 1994.

Les dispositions du **projet de loi sur le droit d'auteur de 1999** réglementent notamment le droit d'auteur, les droits moraux et les droits voisins, la propriété et la cession des droits, les atteintes aux droits, les exceptions à l'atteinte au droit d'auteur, l'attribution de licences de droit d'auteur, le Tribunal du droit d'auteur et les droits des artistes interprètes ou exécutants.

La partie II (articles 5 à 13) du projet de loi énonce les catégories d'œuvres protégées par le droit d'auteur, les critères à remplir pour obtenir la protection ainsi que la nature et la durée des droits conférés en vertu de cette loi. En particulier, elle confère une protection aux œuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques originales, aux enregistrements sonores, aux films, aux émissions radiodiffusées et télévisées, aux programmes diffusés par câble et les arrangements typographiques d'œuvres déjà publiées bénéficient de cette protection quels que soient leur qualité ou l'objectif pour lequel ils ont été créés. Les compilations de données ou d'autres matériels sur un support exploitable par machine ou sous une autre forme sont également protégées par le projet de loi en tant qu'œuvres littéraires, à condition que l'œuvre soit originale et qu'en raison de la sélection et de la disposition de son contenu, la compilation constitue la propre création intellectuelle de l'auteur. Pour invoquer la protection du projet de loi, l'auteur doit avoir rempli les critères nécessaires au moment de la création ou de la première publication de l'œuvre. L'œuvre a droit à la protection si elle est publiée pour la première fois au Guyana ou dans un pays spécifié.

La partie III (articles 14 à 21) énonce de manière détaillée les droits moraux et les droits connexes de l'auteur pour des catégories d'œuvres spécifiées.

La partie IV (articles 22 à 28) concerne la propriété et la cession du droit d'auteur.

La partie V (articles 29 à 50) précise les actes qui constituent des atteintes au droit d'auteur et les recours dont dispose le propriétaire du droit d'auteur ainsi qu'un détenteur de licence exclusive face à ces atteintes.

Il y a atteinte au droit d'auteur lorsqu'une personne, sans l'autorisation du propriétaire du droit d'auteur, accomplit l'un quelconque des actes que le propriétaire du droit d'auteur a le droit exclusif d'accomplir, à savoir copier l'œuvre, distribuer des copies de l'œuvre au public, représenter ou interpréter l'œuvre en public ou, dans le cas d'un enregistrement sonore, d'un film, d'un programme radiodiffusé, télédiffusé ou câblodiffusé, jouer ou montrer l'œuvre en public, diffuser l'œuvre ou l'incorporer à un service de programmes câblodiffusés et réaliser une adaptation de cette œuvre.

Il y a également atteinte au droit d'auteur lorsqu'une personne, à l'insu du propriétaire du droit d'auteur, importe au Guayana à des fins autres que son usage privé ou domestique, un article dont il sait ou a des raisons de croire qu'il s'agit d'une copie illicite de l'œuvre. En outre, une personne qui possède ou fabrique dans le cadre d'une activité commerciale, vend ou loue, ou met en vente ou en location, expose en public ou distribue dans le cadre d'une activité commerciale, un article dont il sait ou a des raisons de croire qu'il s'agit d'une copie illicite de l'œuvre ou tout article spécifiquement destiné ou adapté à la réalisation de copies de l'œuvre, en sachant ou en ayant des raisons de croire que cet article sera utilisé pour réaliser des copies illicites, peut également être poursuivi par le propriétaire du droit d'auteur qui peut invoquer toute une gamme de recours contre le contrevenant, notamment réclamer des dommages-intérêts, une injonction, des comptes à rendre ou même une décision ordonnant que la copie ou l'article constituant l'atteinte lui soit remis.

La partie VI (articles 51 à 86) énonce les exceptions aux atteintes au droit d'auteur. Il s'agit de l'utilisation de l'œuvre protégée à des fins de recherche et d'étude personnelles, à des fins d'étude critique et de rédaction d'articles rendant compte de l'œuvre, à l'usage de l'administration publique et des établissements d'enseignement, des bibliothèques et des archives, sous réserve que soient remplies certaines conditions.

La partie VII (articles 87 à 102) contient des dispositions relatives à l'attribution de licences sur les œuvres protégées par des organes compétents, au nom des propriétaires du droit d'auteur, et des dispositions concernant le renvoi devant le Tribunal du droit d'auteur des régimes de licences pour l'utilisation des œuvres en question.

La partie VIII (articles 103 à 106) concerne la mise en place et la compétence du Tribunal du droit d'auteur et prévoit l'élaboration d'une réglementation régissant son fonctionnement.

La partie IX (articles 107 à 136) contient des dispositions conférant des droits sur les interprétations et représentations à un artiste interprète ou exécutant et à une personne qui a un contrat d'enregistrement exclusif concernant une interprétation ou une représentation. Les exceptions à ces droits sont spécifiées et le fait d'utiliser des enregistrements illicites constitue un délit.

La partie X (articles 137 à 153) énonce des dispositions générales. Il s'agit des dispositions précisant les pouvoirs de la police en ce qui concerne les délits créés en vertu du projet de loi, autorisant l'extension de l'application de ce texte aux nationaux d'autres pays, ainsi que le refus de cette protection dans certaines circonstances et l'élaboration d'une réglementation.

L'annexe contient des dispositions relatives à l'établissement et au fonctionnement du Tribunal du droit d'auteur.

Le gouvernement du Guyana continuera à faire le nécessaire pour s'acquitter des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Toutefois, ses efforts se heurtent souvent à la pénurie de personnel qualifié et expérimenté dans le domaine de la propriété intellectuelle et au manque critique de ressources financières. Le Guyana a un besoin urgent de renforcer ses institutions et ses capacités dans le secteur juridique.

Le projet de loi sur le droit d'auteur devrait être adopté par le Parlement dans un avenir proche, et le Guyana va s'efforcer d'achever la rédaction du projet de loi sur la propriété industrielle.

CANADA

1. Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC) ont été exécutées.

Aucune législation n'a été adoptée pour se conformer aux articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC.

La législation qui est en vigueur pour la protection des droits de propriété intellectuelle se compose de la *Loi sur les brevets et les dessins et modèles (Patent and Designs Act, Cap. 90:03)*, la *Loi sur les marques de fabrique ou de commerce (Trade Marks Act, Cap. 90:01)* et de la *Loi du Royaume-Uni sur le droit d'auteur de 1956 (Copyright Act UK 1956)*.

Si, comme on l'a déjà indiqué, aucune législation n'a été adoptée par le Guyana pour se conformer à l'Accord sur les ADPIC, les trois lois susmentionnées prévoient en revanche la possibilité d'engager des procédures judiciaires pour atteinte aux droits de brevet, au droit d'auteur sur les dessins et modèles et aux droits sur les marques de fabrique ou de commerce.

Les articles des lois ci-dessus concernant l'ouverture de procédures judiciaires pour atteinte aux droits de brevet, au droit d'auteur sur les dessins et modèles et aux droits de marque sont les suivants:

- 1) *Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03*, articles 35 à 41 (Brevets); articles 74 et 75 (Dessins et modèles);
- 2) *Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, chapitre 90:01*, articles 57 à 64; et,
- 3) *Loi sur le droit d'auteur de 1956*.

2. Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux "œuvres étrangères"?

Deux textes législatifs traitent du droit d'auteur, à savoir la *Loi sur le droit d'auteur du Royaume-Uni de 1956* et la *Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03*. Dans cette dernière loi, le droit d'auteur est défini comme "le droit exclusif d'appliquer un dessin ou modèle à tout article de toute catégorie pour laquelle ce dessin ou ce modèle est enregistré".

Le terme "œuvre étrangère" n'est pas défini dans la loi en question, toutefois, la législation confère une protection aux brevets et aux dessins et modèles déposés au Royaume-Uni. Cette loi autorise toute personne titulaire du brevet au Royaume-Uni ou toute personne ayant obtenu du titulaire du brevet le droit de demander, dans un délai de trois ans à compter de la date de délivrance de ce brevet, à le faire enregistrer au Guyana, et confère au détenteur de tout dessin ou modèle déposé au Royaume-Uni les mêmes privilèges et droits que si le dessin ou le modèle avait été déposé au Guyana.

L'Ordonnance sur le droit d'auteur (Guyane britannique) de 1966 stipulait que les dispositions de la Loi sur le droit d'auteur du Royaume-Uni de 1956, avec certaines exceptions et modifications, faisaient partie de la législation de ce qui était alors la Guyane britannique. Cette ordonnance incorporait aussi à la législation de la Guyane britannique les trois arrêtés ministériels pris aux termes de la partie V de ladite loi, à savoir l'Arrêté de 1964 sur les conventions internationales relatives au droit d'auteur, l'Arrêté de 1957 sur les organisations internationales s'occupant du droit d'auteur et l'Arrêté de 1961 relatif à l'organisme de radiodiffusion et au droit d'auteur.

L'application de ces textes au Guyana confère une protection aux œuvres provenant de pays parties aux conventions internationales sur le droit d'auteur, aux œuvres produites par certaines organisations internationales et aux programmes radiodiffusés et télédiffusés autorisés dans d'autres pays du Commonwealth dans lesquels la Loi de 1956 s'applique. La protection du droit d'auteur conférée au Guyana est identique à celle qui est conférée au Royaume-Uni.

- 1) *Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03*, articles 54 à 61 (Brevets); articles 76 à 78 (Dessins et modèles);
- 2) *Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, chapitre 90:01*, articles 40 à 51; et,
- 3) *Loi du Royaume-Uni sur le droit d'auteur de 1956*.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES

Textes législatifs fournis à titre d'information complémentaire:

- *Loi sur le droit d'auteur de 1956 (Royaume-Uni), chapitre 74;*
- *Loi sur les brevets et les dessins et modèle, chapitre 90:03;*
- *Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, chapitre 90:01;*
- *Projet de loi sur le droit d'auteur de 1999.*

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition, et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord.

Il n'existe pas de législation à ce sujet.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la protection des droits d'auteur exclusifs pour ce qui est des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, article en vertu duquel les Membres sont tenus de se conformer aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite Convention?

Voir l'article 6 1) du projet de loi sur le droit d'auteur.

3. Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de programmes d'ordinateur, de bases de données ou de compilations de données?

Voir l'article 2 b) du projet de loi sur le droit d'auteur.

Les œuvres créées sur ordinateur et les programmes d'ordinateur y sont mentionnées.

Article 78: location de programmes d'ordinateur.

4. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un droit de location et, dans l'affirmative, préciser les œuvres auxquelles il s'applique?

Article 78 1): location de programmes d'ordinateur.

Article 46: sanctions infligées pour la location d'œuvres protégées par le droit d'auteur.

Article 134: responsabilité pénale pour la location du droit d'auteur.

5. Pourriez-vous décrire les droits dont les artistes, interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes (enregistrements sonores) et les organismes de radiodiffusion bénéficient en vertu de votre législation?

Voir la partie II de la Loi sur le droit d'auteur de 1956 (RU), articles 12 à 16.

Voir les articles 10 à 13 du projet de loi sur le droit d'auteur de 1999.

6. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des limitations ou exceptions pour chacun des droits spécifiés plus haut conformément aux dispositions pertinentes des Conventions de Berne et de Rome et compte tenu des articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

Voir les articles 51 à 67, 77 à 86 et 115 à 131 du projet de loi sur le droit d'auteur.

Voir les articles 6 à 11 de la Loi sur le droit d'auteur de 1956 énonçant les exceptions aux atteintes au droit d'auteur.

7. Pourriez-vous préciser la durée de la protection offerte pour chacun des droits mentionnés plus haut et l'œuvre ou l'objet auxquels elle s'applique?

Voir texte mentionné ci-dessus, articles 10 à 13 et suivants.

8. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

Cette protection n'est pas prévue.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. Pourriez-vous donner la définition d'un signe selon votre législation nationale et expliquer dans quelle condition il peut faire l'objet d'une protection?

Voir les articles 2 et 6 à 8 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, chapitre 90:01.

10. Pourriez-vous spécifier si les services peuvent ou non faire l'objet d'une protection dans le cadre de votre législation sur les marques de fabrique ou de commerce? Pourriez-vous préciser si un signe tel que le nom commercial peut faire l'objet d'une protection et indiquer si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent aussi en bénéficier?

Article 2 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, chapitre 90.01.

Il n'y a pas de législation concernant les services.

En ce qui concerne l'usage: voir les articles 2 et 28 à 31 de la Loi sur les marques, chapitre 90.01.

11. Pourriez-vous expliquer quelles sont les obligations d'usage prévues, le cas échéant, comme condition de l'enregistrement? À cet égard, pourriez-vous également préciser la définition et l'usage et les conditions de maintien de l'enregistrement?

Voir les articles 2, 3 et 28 de la Loi sur les marques, chapitre 90.01.

12. Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?

Voir les articles 22 et 50 de la Loi sur les marques, chapitre 90:01: renouvellement de l'enregistrement.

13. Pourriez-vous décrire les obligations spéciales, s'il y a lieu, prévues par votre législation concernant l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce?

Voir les articles 28 à 33 de la Loi sur les marques, chapitre 90:01: usage et non-usage.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?

Voir les articles 15 à 20 de la réglementation sur les marques, chapitre 90:01.

15. Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?

Ibid.

16. Pourriez-vous décrire et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

17. Pourriez-vous indiquer comment votre législation accorde une protection additionnelle aux vins et spiritueux? Veuillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

18. Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérés comme génériques dans votre juridiction?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

19. Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.

Voir l'article 2 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03.

Voir la partie II de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03.

20. Pourriez-vous indiquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

21. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?

Voir les articles 62 à 66 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03.

22. Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?

Voir l'article 66 de la loi pertinente, chapitre 90:03.

F. BREVETS

23. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?

Voir l'article 2 concernant l'interprétation de la Loi sur les brevets, chapitre 90:03.

24. Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets, ou toute autre législation prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.

Voir les articles 14 et 28 à 34 de la Loi sur les brevets, chapitre 90:03.

25. Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

26. Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

27. Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

28. Pourriez-vous décrire comment et sous quelles dispositions les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.

Ibid.

29. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?

Ibid.

30. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte légal il convient de se reporter?

Voir l'article 44 de la Loi sur les brevets, chapitre 90:03: produits chimiques/services.

31. Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?

Ibid.

32. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit le cas échéant des conditions additionnelles, autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple, la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

33. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées au droit exclusif conféré par un brevet? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.

Voir l'article 33 de la Loi sur les brevets, chapitre 90:03: droit d'usage de l'État.

Voir l'article 43 de la même loi: exemption des conditions attachées à la vente.

34. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoires? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée; indiquez en particulier comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.

Voir l'article 28 de la Loi sur les brevets, chapitre 90:03: licences obligatoires et révocation.

35. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?

Voir l'article 43 de la Loi sur les brevets, chapitre 90:03.

36. Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?

Voir les articles 21 et 22 de la Loi, chapitre 90:03: durée/prolongation d'un brevet.

37. Pourriez-vous expliquer comment votre législation assure la protection renforcée pour les brevets ou les demandes de brevet qui étaient en suspens au 1^{er} janvier 1995?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

38. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

39. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège les topographies?

Ibid.

40. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit de l'importation, la vente ou la distribution illégales, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?

Ibid.

41. Pourriez-vous expliquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?

Ibid.

42. Pourriez-vous indiquer la durée de la protection conférée aux topographies par votre législation?

Ibid.

H. RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

42. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.

Ibid.

44. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués"?

Ibid.

45. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?

Ibid.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

46. Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?

Voir les articles 17 à 22 de la Loi sur le droit d'auteur de 1956: recours contre les atteintes au droit.

Voir la partie V du projet de loi.

47. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?

Voir la Partie VIII, articles 103 à 106, du projet de loi: le tribunal du droit d'auteur.

48. Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production des éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.

Voir les articles 133 à 135 du projet de loi: ordre de remise des éléments de preuve.

49. Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

50. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?

Voir l'article 111 du projet de loi: action en dommages-intérêts.

51. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

52. Pourriez-vous indiquer si, et dans l'affirmative, les modalités selon lesquelles les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites.

Voir l'article 141 du projet de loi: ordre de perquisition et de saisie des marchandises.

53. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?

Il n'y a pas de législation à ce sujet.

54. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?

Voir les articles 141 et 137 à 144 du projet de loi: ordre de mise à l'écart des circuits commerciaux.

55. Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?

On ne dispose d'aucun renseignement à ce sujet.

56. Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?

Ibid.

57. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les autorités compétentes à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit?

Voir l'article 137 du projet de loi.

58. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations *de minimis*?

Voir l'article 50 du projet de loi: restriction des importations.

59. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?

Voir les articles 43 à 46 et 133 à 135 du projet de loi: responsabilité pénale et pénalités.

JAPON

A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

1. Prière de donner des explications sur les exceptions ou exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée éventuellement prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.

Voir l'article 144 du projet de loi:

- Faculté d'appliquer les dispositions de la loi à un autre pays.
- Des exceptions et des modifications peuvent être spécifiées dans une ordonnance ou un arrêté.

SUISSE

A. BREVETS

1. Dans votre législation, des brevets sont-ils disponibles pour toutes les catégories de produits? En particulier, tous les produits pharmaceutiques sont-ils brevetables? Existe-t-il des exceptions? Dans l'affirmative, prière d'expliquer de façon détaillée quelles sont ces exceptions et de quelle manière elles sont conformes à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC?

L'article 2 de la *Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03*, définit le brevet comme "un titre délivré pour une invention". L'invention est définie dans le même article comme "toute forme de fabrication nouvelle qui fait l'objet du titre de brevet et de l'octroi du privilège défini au paragraphe 5 de l'Annexe à la *Loi sur le Code civil du Guyana* et comporte prétendument une invention". Les brevets sont en principe disponibles pour toutes les catégories de produits à condition que ceux-ci correspondent à la définition donnée à l'article 2 et remplissent les critères définis aux articles 3 et 4 de la *Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03*.

Les produits pharmaceutiques sont brevetables sous réserve de remplir les conditions énoncées à l'article 44 de la loi susmentionnée.

2. Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation d'un brevet" (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires, si le produit est importé)?

La Loi sur les brevets et les dessins et modèles confère une protection aux œuvres originaires de pays parties aux conventions internationales sur le droit d'auteur et aux œuvres produites par certaines organisations internationales. Elle permet également d'enregistrer les brevets du Royaume-Uni. Voir les articles 54 à 61 de la Loi.

La législation ne limite apparemment pas l'octroi de licences obligatoires aux produits qui sont importés, sauf si les produits importés sont fabriqués par des personnes autres que le titulaire du brevet et constitueraient une atteinte au droit de brevet. En fait, les conditions de la licence fixées par le greffier sont conçues de manière à exclure ce type d'importation. Il est expressément interdit aux titulaires de licences obligatoires d'importer au Guyana des marchandises qui sont fabriquées par des personnes autres que les titulaires de la licence ou des ayants droit, auquel cas cette importation serait une atteinte aux droits de brevet. L'article 28 c) dispose expressément que "dans ce cas, le titulaire du

brevet et tous les titulaires de licences délivrées en vertu de ce brevet sont réputés être convenus entre eux de ne pas procéder à ce type d'importation".

3. Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez mentionner les dispositions pertinentes de votre législation.

La législation sur les brevets du Guyana n'a pas été modifiée pour tenir compte des dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Voir les articles 28, 29 et 30 de la Loi sur les brevets.

Les licences obligatoires sont essentiellement des licences attribuées à des personnes dès lors que le titulaire du brevet fait en sorte que la formule "licences de plein droit" soit inscrite sur son brevet après avoir obtenu son titre de brevet.

Le déposant peut demander une licence au titre du brevet à des conditions qui sont fixées par le greffier. À cet effet, le greffier fait en sorte de garantir notamment:

- l'usage le plus large possible de l'invention au Guyana qui permette au titulaire du brevet d'en tirer un avantage raisonnable et l'avantage maximum compatible avec une exploitation de l'invention par le titulaire de la licence lui procurant un bénéfice raisonnable au Guyana;
- que les différents titulaires de licences en retirent un avantage égal;
- que le titulaire de la licence ne puisse importer au Guyana des marchandises dont l'importation porterait atteinte aux droits de brevet si ces marchandises sont fabriquées par des personnes autres que le titulaire du brevet.

Voir l'article 28 de la Loi du Guyana.

4. Le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé est-il inscrit dans votre législation? Veuillez mentionner quelles sont les dispositions pertinentes de celle-ci.

Non. Les dispositions relatives aux procédures judiciaires sont énoncées dans les articles 35 à 41 de la Loi sur les brevets.

B. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

5. Veuillez expliquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées et confidentielles résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour son propre produit. Votre législation prévoit-elle des exceptions à cette disposition? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables? Votre législation prévoit-elle une période déterminée de protection des renseignements non divulgués/des données résultant d'essais communiquées par le premier déposant?

Pendant la période comprise entre la date de dépôt d'une demande de brevet sur une invention et la date de la décision d'accorder le brevet, cette invention peut être utilisée et publiée sans porter préjudice de ce brevet; ce type de protection contre les conséquences de l'utilisation ou de la publication constitue une protection provisoire. Voir l'article 6 de la Loi sur les brevets.

ÉTATS-UNIS

La liste des textes législatifs applicables au Guyana est la suivante:

- *Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, chapitre 90:01;*
- *Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03;*
- *Loi sur le droit d'auteur de 1956, chapitre 74;*
- *L'Ordonnance de 1966 sur le droit d'auteur pour la Guyane britannique – 1966, n° 79;*
- *Le projet de loi sur le droit d'auteur de 1999.*

A. GÉNÉRALITÉS

1. Veuillez indiquer, pour chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la manière dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont accordés aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

Il n'existe pas de dispositions précises concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée; en revanche, les détenteurs de droits enregistrés au Royaume-Uni ont la possibilité de faire valoir leurs droits comme si leurs dessins et modèles étaient déposés au Guyana ainsi que leurs droits d'exploiter une marque de fabrique ou de commerce. Prière de se reporter aux articles 76 du chapitre 90:03, 43 du chapitre 90:01 et 35 de la Loi de 1956.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez indiquer comment la législation guyanienne sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

À l'heure actuelle, c'est la Loi de 1956 sur le droit d'auteur qui régit ce droit au Guyana. Il existe toutefois un projet de loi sur le droit d'auteur de 1999. La loi de 1956 ne prévoit pas la protection des programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et des compilations de données, mais cette protection est envisagée dans le projet de loi de 1999. Prière de se reporter à la définition des œuvres littéraires figurant à l'article 2. Voir en outre les articles 6 1) et 2), 46 et 78 du même projet de loi.

3. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC prévoit la possibilité d'obtenir des droits de location pour les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation guyanienne sur le droit d'auteur.

Prière de se reporter à la Loi de 1956, article 12 5), 7) et 10) et article 13 dans la mesure où ils concernent la location. Prière de se référer également à l'article 78 du projet de loi de 1999.

4. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévue par la législation sur le droit d'auteur pour une œuvre autre qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition correspondante.

Le droit d'auteur est maintenu pendant une période de 50 ans calculée à compter de la fin de l'année civile de la première publication en ce qui concerne les enregistrements sonores, les œuvres cinématographiques, les programmes télévisés, les programmes radiodiffusés et les œuvres littéraires, dramatiques et musicales et pendant une période de 25 ans en ce qui concerne les éditions publiées par les maisons d'édition. Prière de se reporter aux articles indiqués ci-après de la Loi de 1956 en ce qui concerne la durée de la protection du droit d'auteur spécifiée dans les articles 5, 6, 7 et 8:

- Enregistrements sonores – article 12
- Œuvres cinématographiques – article 13
- Programmes télévisés – article 14
- Programmes radiodiffusés – article 14
- Éditions publiées – article 15
- Œuvres littéraires, dramatiques et musicales – article 2

Prière de se reporter également aux articles 5 à 13 du projet de loi de 1999.

5. Veuillez décrire la protection prévue par la législation sur le droit pour les artistes interprètes ou exécutants et en indiquer la durée.

Dans la Loi de 1956, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants, prière de se reporter aux articles 5, 6 et 7 6). L'article 48 1) et 5) précise ce qu'il faut entendre par l'exécution. Se reporter en outre à la réponse donnée à la question n° 4.

6. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC prévoit que les producteurs de phonogrammes jouiront du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Conformément à cet article, les producteurs de phonogrammes auront le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire comment la législation guyanienne sur le droit d'auteur assure la mise en œuvre de ces obligations et indiquer la durée de la protection.

Prière de se reporter à l'article 12 de la Loi de 1956 qui se rapporte au droit d'auteur concernant les enregistrements sonores et aux articles 11 et 12 du projet de loi de 1999.

Le droit d'autoriser ou d'interdire des reproductions ou la location commerciale est implicite. Prière de se reporter aux articles 15, 16, 19, 20, 32 et 33 et à la partie IV.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

7. Veuillez décrire l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce conformément à la législation guyanienne sur les marques.

Prière de se reporter à l'article 2 1) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, chapitre 90:01, et en particulier à la définition de la "marque de fabrique ou de commerce" et de la "marque". Prière de se reporter également à la troisième annexe de cette loi.

8. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce au Guyana, en citant les dispositions pertinentes de la loi, et mentionner les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

La procédure d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce est exposée dans les articles 19 à 21 du chapitre 90:01 de la Loi. L'article 23 de la même loi concerne l'enregistrement de parties de marques de fabrique ou de commerce et de ces marques lorsqu'elles composent une série. Prière de se reporter aussi aux articles 21 à 60 de la réglementation sur les marques de fabrique ou de commerce qui se trouvent à la fin de la Loi, à l'article 39 et à l'annexe suivant immédiatement l'article 76 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

Le propriétaire d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée a des droits exclusifs sur l'utilisation de la marque; prière de se reporter à l'article 6 et à l'article 30 du chapitre 90:01 de la Loi.

9. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévue par la législation guyanienne sur les marques pour une marque de fabrique ou de commerce.

La loi prévoit sept ans de protection et l'enregistrement peut être renouvelé. Prière de se reporter à l'article 22. Les conditions de la protection sont indiquées dans les articles 5, 6, 8 et 9.

10. Veuillez indiquer si les marques de service notoirement connues bénéficient de la même protection que les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues dans le cadre de la législation guyanienne, comme l'exigent l'article 6bis de la Convention de Paris et l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Prière de se reporter aux articles 5 et 20 de la réglementation de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce.

11. Veuillez indiquer s'il est obligatoire de faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce pour maintenir un enregistrement au Guyana. Si tel est le cas, veuillez confirmer qu'un enregistrement ne pourra être radié qu'après une période ininterrompue de non-usage d'au moins trois ans, comme l'exige l'article 19:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Prière de se reporter à l'article 28 de la Loi aux termes duquel il doit être fait usage d'une marque de fabrique ou de commerce pour maintenir son enregistrement.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

12. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation guyanienne reconnaît et protège les indications géographiques, comme l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

Sans objet.

13. Veuillez décrire en détail comment est assuré le niveau de protection plus élevé demandé pour les vins et les spiritueux à l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC en citant les dispositions

pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques pour ces produits.

Sans objet.

14. Veuillez confirmer qu'il existe des moyens juridiques permettant aux parties intéressées d'empêcher l'utilisation d'une indication géographique identifiant les vins ou les spiritueux pour des vins ou des spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question et mentionner toutes les lois et réglementations pertinentes.

Sans objet.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

15. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles industriels en citant les dispositions de la législation guyanienne et préciser la nature de la protection accordée.

Les dessins et modèles doivent être enregistrés pour être protégés. La procédure à suivre pour cet enregistrement est décrite dans la Loi sur les brevets et les dessins et modèles, chapitre 90:03. On notera que l'article 2 de cette loi définit le terme "dessins et modèles" comme incluant les procédés ou moyens industriels. Les conditions à remplir pour l'enregistrement sont indiquées dans les articles 62 à 65.

Conformément à l'article 3, une réglementation a été adoptée par le Ministre et on se reportera aux articles 13 à 34 de la réglementation relative aux dessins et modèles, chapitre 90:03, pour la procédure à suivre pour faire enregistrer les dessins et modèles.

16. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Prière de se reporter aux renseignements figurant dans la réponse à la question n° 15 ainsi qu'à la troisième annexe du chapitre 90:03.

F. BREVETS

17. Veuillez décrire en détail la manière dont la législation guyanienne sur les brevets assure la mise en œuvre de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC en indiquant, le cas échéant, les exceptions prévues et en fournissant des précisions sur la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions correspondantes.

Prière de se reporter à l'article 3 1) du chapitre 90:03 et aux articles 29 2) q) et 44.

18. Veuillez indiquer en détail les droits conférés au titulaire d'un brevet par la législation guyanienne sur les brevets et citer les dispositions correspondantes.

Prière de se reporter aux articles ci-après relatifs aux droits des détenteurs de brevets: articles 13, 21, 22, 24, 29 2) b), 33, 35, 39 et 41.

19. Veuillez décrire en détail toutes dispositions de la législation guyanienne permettant une utilisation non autorisée d'un brevet en citant les dispositions correspondantes et indiquer de manière précise les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut être autorisée.

Prière de se reporter aux articles 37 et 38 du chapitre 90:03 en ce qui concerne les brevets non autorisés.

20. Quelle est la durée de la protection prévue pour les brevets par la législation guyanienne sur les brevets? Veuillez décrire toutes dispositions prévoyant une prolongation de la durée de la protection et citer les dispositions pertinentes.

Prière de se reporter aux articles 21 et 22.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

21. Veuillez décrire en détail la protection prévue par la législation guyanienne pour les schémas de configuration de circuits intégrés, en indiquant la durée de la protection, et citer les dispositions correspondantes.

Sans objet.

H. RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

22. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation guyanienne protège les renseignements non divulgués, comme l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions correspondantes.

Sans objet.

23. Veuillez indiquer en détail comment la législation protège les données résultant d'essais concernant des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture, qui sont communiquées aux pouvoirs publics pour obtenir l'approbation de la commercialisation de ces produits au Guyana et citer les dispositions correspondantes.

Sans objet.

24. Les autres personnes qui sollicitent l'approbation de la commercialisation de leur propre version d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture dont la commercialisation a déjà été approuvée peuvent-elles se fonder sur les données communiquées antérieurement par un autre déposant? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont bénéficie le premier déposant avant qu'il soit possible d'utiliser ses données?

Sans objet.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – OBLIGATIONS GÉNÉRALES, PROCÉDURES ET MESURES CORRECTIVES CIVILES ET ADMINISTRATIVES ET MESURES PROVISOIRES

25. Veuillez décrire en détail comment la législation guyanienne permet une action efficace contre toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle, comme l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Prière de se reporter aux articles 17 et 18 de la Loi de 1956 et à l'Ordonnance sur le droit d'auteur pour la Guyane britannique de 1966, n° 79, annexe I, partie II, article 3, dans la mesure où il se rapporte aux articles 17 et 18 de la loi précitée.

Dans le projet de loi de 1999, prière de se reporter à la partie V, articles 46 à 48 et 132 et 133.

Au chapitre 90:01, prière de se reporter aux articles 57 et 58.

26. Conformément à l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les juges seront autorisés à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie lorsque celle-ci n'aura pas été en mesure d'obtenir ces éléments de la partie adverse. Veuillez indiquer les modalités selon lesquelles la législation ou réglementation guyannienne accorde cette autorisation en citant les dispositions correspondantes.

L'article 33 du projet de loi de 1999 concerne les injonctions de remises d'enregistrements illicites dans les procédures civiles.

27. Veuillez indiquer en détail l'ensemble des mesures correctives civiles auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation guyannienne en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Les mesures correctives civiles dont disposent les détenteurs de droits sont les suivantes: actions en dommages-intérêts, injonctions et comptes à rendre. Le projet de loi de 1999 prévoit que le tribunal peut ordonner la remise des éléments de preuve. Prière de se reporter aux articles ci-après de la législation pertinente:

Loi de 1956 – articles 17, 18 et 19

Projet de loi de 1999 – articles 32 à 35, 43, 132 et 133

Loi sur les brevets et les dessins et modèles – articles 38 à 41

Loi sur les marques de fabrique ou de commerce – article 4

28. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures correctives provisoires auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation guyannienne, en citant les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées, et indiquer toute condition en vertu de laquelle un détenteur de droit peut se prévaloir de ces procédures et mesures correctives.

Prière de se reporter à l'article 108 de la Loi sur les brevets et les dessins et modèles et aux articles 137 et 138 du projet de loi de 1999.

J. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

29. Veuillez décrire en détail les procédures prévues par la législation guyannienne pour assurer une protection des droits à la frontière au moins en ce qui concerne les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur en indiquant l'autorité compétente et en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Sans objet.

30. Veuillez indiquer si les détenteurs d'autres formes de droits de propriété intellectuelle bénéficient d'une protection à la frontière et, dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures

et les mesures correctives prévues pour chaque forme de propriété intellectuelle en citant les dispositions pertinentes de la loi.

Sans objet.

31. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent mener une action d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes au Guyana sont habilitées à mener une action d'office et, dans l'affirmative, préciser les domaines de propriété intellectuelle soumis à une telle action.

Sans objet.

K. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – PROCÉDURES PÉNALES

32. Veuillez indiquer en détail comment la législation guyannienne assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC aux termes duquel les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, incluant l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées.

Prière de se reporter à l'article 21 de la Loi de 1956, aux articles 46 et 48 du projet de loi de 1999 et à l'article 61 1) du chapitre 90:01.

33. L'article 61 dispose également que, dans les cas appropriés, les sanctions possibles incluront la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions de la législation guyannienne qui prévoient de telles sanctions et indiquer les circonstances dans lesquelles ces sanctions seraient appliquées en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Prière de se reporter à l'article 21 de la Loi de 1956 et à l'article 137 du projet de loi de 1999.

34. L'article 61 dispose en outre que les Membres pourront prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément portant atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toutes dispositions de la législation guyannienne qui prévoient ces procédures et sanctions en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Il n'existe pas de dispositions pertinentes autres que celles indiquées dans les réponses aux questions n° 32 et 33.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

35. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur ou les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, en précisant le nombre des affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits ou du matériel portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

[Aucune réponse reçue]

36. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, y compris le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

[Aucune réponse reçue]
